

« Dans l'accord sur la Nouvelle-Calédonie, aucune marche arrière n'est possible »

TRIBUNE

Louis-José Barbançon

Historien

L'esprit de compromis qui a permis d'arriver au texte signé à Bougival le 12 juillet est aussi important que son contenu, qui semble constituer un point de non-retour vers une future indépendance, estime l'historien Louis-José Barbançon, dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 17h00, modifié à 18h17 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Un bon compromis se reconnaît lorsque les deux parties se retirent insatisfaites. Après [l'accord de] Bougival [*signé le 12 juillet entre indépendantistes, non-indépendantistes et le ministre des outre-mer, Manuel Valls*], nous y sommes. Le temps est donc aux explications, à la pédagogie. Présenter, expliciter, commenter s'avère plus que jamais indispensable. Néanmoins, il faut être conscient que cette nécessité conduira forcément à constater l'insatisfaction. Avant d'atteindre le statut d'accord, le texte de Bougival restera longtemps au stade de compromis.

Lire aussi | [Un accord à l'arraché crée un « Etat de la Nouvelle-Calédonie »](#)

Ce n'est qu'une fois passé aux cribles successifs du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, du Parlement, du Congrès réuni à Versailles, sans oublier le Conseil constitutionnel, que le compromis se muera en accord... ou pas. Enfin, le résultat de la consultation des électrices et électeurs néo-calédoniens, prévue en février 2026, consacrera cette mutation... ou pas.

Il reste donc sept mois pour convaincre. Persuader que le texte est un bon texte, que les dispositions qui s'y trouvent correspondent aux desideratas et aux revendications d'une majorité de la population. Une mission « quasi impossible », dans laquelle la part prise par l'« impossible » est connue, ou le sera pendant ces prochains mois, car largement exposée sur les réseaux sociaux en Nouvelle-Calédonie, et dont il faudra plutôt se demander à quoi correspond la part de « quasi ».

Pas de marche arrière

En premier lieu, ce texte s'appuie sur un principe vital pour le pays, qui veut que lorsqu'un compromis est conclu entre des Kanak et des non-Kanak, on ne le refuse pas. C'est la grande leçon [*des accords de Matignon*] du 26 juin 1988, immortalisée par la statue de Jean-Marie Tjibaou [*leader indépendantiste*] et Jacques Lafleur [*influyente figure loyaliste*] sur la place de la Paix à Nouméa. Un texte qui reprendrait la pensée du premier nommé serait à l'opposé d'un texte reprenant celle du second. Ce n'est donc pas le texte que la majorité des gens du pays ont approuvé et continuent d'approuver, c'est la poignée de main. C'est le geste.

Quand, en Nouvelle-Calédonie, un individu « présente sa coutume », comme on le dit au pays, en signe de respect envers ses interlocuteurs, il prononce souvent ces paroles : « *En toute humilité, je fais le geste.* » C'est dire si au pays, la notion de geste est première. En février 2026, une fois de plus, comme en 1988 et en 1998 [avec l'accord de Nouméa], c'est le geste qui sera plébiscité... ou pas.

Newsletter abonnés

« La lettre des idées »

Votre rendez-vous avec la vie intellectuelle

[S'inscrire](#)

En second lieu, ce texte renvoie à la théorie du franchissement des points de non-retour, formalisée par Jean-Marie Tjibaou. Quand on marche à contre-courant dans une rivière, expliquait-il, il faut attendre d'être bien stable sur les galets glissants avant de soulever le pied et d'aller le poser plus loin, puis de recommencer. L'important étant de progresser, tout en interdisant un « retour en arrière ».

Quand, en juin 1982, Jean-Marie Tjibaou prend la tête du conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, près de 10 000 personnes manifestent dans les rues de Nouméa aux cris de « *Tjibaou à Moscou !* » Quand, en juillet 2021, l'indépendantiste Louis Mapou devient président du gouvernement, personne ne manifeste. Le pays avait passé un point de non-retour.

Envie d'en savoir plus sur la Nouvelle-Calédonie ?

[Test gratuit](#)

Aujourd'hui, à la différence de 1988 et 1998, avec Internet, le texte est aisément accessible et dans la grande majorité des foyers, les gens peuvent le lire par eux-mêmes. Certains développements sont plus complexes et nécessitent d'être expliqués, mais le préambule, dans sa sobriété, est clair. La phrase qui énonce : « *Cet accord constitue une nouvelle étape sur la voie de la décolonisation et de l'émancipation...* » est sans appel. L'emploi du terme « *étape* » montre que le texte établit une pérennité tout en n'étant pas définitif. Nous sommes sur une trajectoire qui conduit à la souveraineté, certes « *dans le respect des principes démocratiques et de l'Etat de droit* ». Aucune marche arrière n'est possible.

Nous avec nos contradictions

Il ne faudra pas mentir aux populations sur ce fait. A la différence de l'accord de Nouméa, dont la rédaction laissait une place à des interprétations différentes, cette fois-ci, il n'y a pas d'ambiguïté. La question n'est plus indépendance ou pas, mais quand et comment. D'ailleurs, les grands absents du texte sont les trois référendums passés. Si leurs résultats avaient été définitifs, Bougival n'aurait pas eu lieu.

En troisième lieu, ce texte consacre l'importance des traits d'union. Il faut être lucide, les enjeux de pouvoir ne vont pas disparaître, les inégalités sociales non plus, mais une grande partie des dispositions du texte est fondée sur la volonté de celles et ceux qui seront chargés de le mettre en œuvre. Rarement la notion de femmes et d'hommes « de bonne volonté » n'aura été aussi essentielle. Elle devra faire partie des critères qui accompagneront l'indispensable renouvellement du personnel

politique.

Enfin, accessoirement mais pas anecdotiquement, il se trouve que ce texte reflète une réalité mentale du pays, où les premiers arrivants de la colonisation découvrant des plantes inconnues mais qui leur rappelaient la végétation de leur pays, leur donnèrent des noms du style : faux-poivrier, faux-chêne, faux-tabac, faux-mimosa.

Transcrit en langage calédonien, le texte de Bougival, proposerait, pourrait-on dire, un « faux Etat », dans une « fausse association » et une « fausse souveraineté ». Même si ce n'est pas exaltant sur le plan rationnel ou militant, le pays s'accommode souvent de ce type de réponse. On reste dans la France sans y être vraiment.

C'est un statut pérenne mais pas tout à fait. On sera représenté aux Nations unies, mais pas complètement. On aura une nationalité à nous, mais pas entière, etc. Pour un Français cartésien, ce n'est pas acceptable, pour les Océaniens que nous sommes, c'est nous avec toutes nos contradictions. Bien plus qu'un « *pari sur la confiance* » [comme écrit dans l'accord], ce texte est une invitation à la foi en notre pays et aux vertus de notre peuple. Il nous dit : « *Fais les gestes et tu croiras.* » Il appartient à chacun d'entre nous de décider s'il est prêt à « faire le geste ».

Lire aussi | [« Sur la Nouvelle-Calédonie, l'Etat signe un chèque pour la reconstruction et obtient en échange un arrimage durable à la France »](#)

¶ **Louis-José Barbançon** est historien du bagne, auteur notamment du *Pays du non-dit. Regards sur la Nouvelle-Calédonie* (Humanis, réed., 2019) et d'*A la recherche du Nous. Conversations calédoniennes avec Walles Kotra* (Au vent des îles, 2022).

Louis-José Barbançon (Historien)

Partenaire

Formations de langues avec Gymglish

Cours d'anglais

Cours d'espagnol

Cours d'italien

Cours d'allemand

Cours d'orthographe

Découvrez nos offres

Offrez un cours de langue

Tous nos cours de langues

Jeux gratuits d'arcade avec KR3M

Solitaire gratuit en ligne

Sudoku gratuit en ligne

Mahjong gratuit

Bubble Shooter

Snake

Sudoku difficile

Jouer aux échecs en ligne

Tous nos jeux gratuits